

**OFFICE DU DEVELOPPEMENT AGRICOLE  
ET RURAL DE CORSE**

**MISE EN PLACE DU CET POUR LES AGENTS CONTRACTUELS DE DROIT PUBLIC**  
**Règles d'ouverture, de fonctionnement, de gestion, d'utilisation**  
**et de clôture du compte épargne-temps**

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires;  
Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale;  
Vu le décret n° 2004-878 du 26 août 2004 relatif au compte épargne-temps dans la fonction publique territoriale modifié;  
Vu la circulaire ministérielle n°10-007135-D du 31 mai 2010 relative à la réforme du compte épargne temps dans la fonction publique territoriale.

Les agents contractuels de droit public peuvent demander, sous certaines conditions, à bénéficier du report de certains jours de congés dans un compte épargne temps (CET).

La réglementation fixe un cadre général mais il appartient au Conseil d'Administration de se prononcer sur le détail des modalités d'ouverture, de fonctionnement, de gestion, de fermeture du compte épargne-temps (CET), ainsi que les modalités de son utilisation par l'agent conformément à l'article 10 alinéa 1 du décret n°2004-878 du 26 août 2004.

**I. Ouverture du CET**

L'ouverture du CET est de droit pour les agents contractuels de droit public et elle peut être demandée à tout moment de l'année.

Afin de pouvoir bénéficier du CET, l'agent doit réunir les trois conditions cumulatives suivantes:

- avoir la qualité d'agent contractuel de droit public au sens de l'article L.7 du CGFP
- être employé à temps complet ou non complet et exercer ses fonctions à temps plein ou partiel au sein de l'ODARC
- avoir été employé de manière continue au sein de l'ODARC et avoir accompli au moins 1 année de service

**II. Alimentation du CET**

Le CET est alimenté par :

- Le report de congés annuels, sans que le nombre de jours de congés annuels pris dans l'année puisse être inférieur à 20 (proratisés pour les agents à temps partiel et à temps non complet), ainsi que les jours de fractionnement;
- Le report de jours de récupération au titre de l'aménagement et réduction du temps de travail (ARTT);

Le CET peut être alimenté dans la limite de 60 jours maximum.

### **III. Procédure d'alimentation du CET**

La demande d'alimentation du CET devra être réalisée par l'agent au moyen du logiciel de Gestion du temps de travail en place au sein de l'ODARC avant le **15 janvier de l'année suivante**.

Cette demande ne sera effectuée qu'une fois par an. Elle doit indiquer la nature et le nombre de jours que l'agent souhaite verser sur son compte.

L'unité d'alimentation du CET est la journée entière.

### **IV. Utilisation du CET**

Le CET peut être utilisé sans limitation de durée. L'agent peut utiliser tout ou partie de son CET dès qu'il le souhaite, sous réserve des nécessités du service.

Les nécessités de service ne pourront être opposées à l'utilisation des jours épargnés à la cessation définitive de fonctions, ou si le congé est sollicité à la suite d'un congé maternité, d'adoption ou de paternité et d'accueil de l'enfant, d'un congé du proche aidant ou d'un congé de solidarité familiale.

L'information sur la situation de son CET sera consultable par l'agent sur le logiciel de Gestion du temps de travail.

Les 15 premiers jours épargnés ne seront utilisés que sous forme de congés ou laissés sur le CET.

Au-delà de 15 jours épargnés, l'agent peut utiliser les jours excédentaires en combinant notamment plusieurs options dans les proportions qu'il souhaite parmi les options suivantes :

- leur indemnisation ;
- leur maintien sur le CET ;
- leur utilisation sous forme de congés.

En cas d'indemnisation, cette dernière se fera par le versement d'une indemnité compensatrice selon des taux fixés par arrêté ministériel et variable selon la catégorie hiérarchique à laquelle appartient l'agent. Les montants de l'indemnisation applicables sont ceux prévus par la réglementation en vigueur au moment de l'utilisation du CET.

L'agent doit faire part de son choix au service gestionnaire du CET avant le **1<sup>er</sup> février de l'année suivante**.

A défaut de droit d'option exercé au 1<sup>er</sup> février de l'année suivante, ils sont automatiquement indemnisés.

L'agent souhaitant utiliser des jours épargnés dans son CET sous forme de congés devra le demander au moyen du logiciel de Gestion du temps de travail.

### **V. Clôture du CET**

Le CET doit être soldé et clôturé à la date de la radiation des effectifs pour l'agent contractuel. Lorsque ces dates sont prévisibles, l'agent sera informé de la situation de son CET, de la date de clôture de son CET et de son droit à utiliser les congés accumulés à la date de la clôture dans des délais qui lui permettent d'exercer ce droit.